

Fronde parmi les élus pour défendre le petit commerce

Proche du Gers et de Condom, le maire de Nérac, Nicolas Lacombe, menace aussi de s'opposer à la décision gouvernementale.



Fronde parmi les élus pour défendre le petit commerce

La France des commerçants doit être défendue et entendue

Ils sont nombreux les maires qui n'ont pas perdu de temps pour soutenir leurs concitoyens, petits commerçants, victimes d'une situation privilégiant de fait la grande distribution.

Tous sont d'accord pour constater que le rétablissement d'une concurrence véritablement équitable ne peut passer que par une réouverture et bon nombre d'entre eux ont déjà signé des arrêtés - souvent très rapidement jugés illégaux par les Préfectures - pour l'autoriser.

Tous ces maires justifient leurs décisions car ils estiment que l'accumulation de clientèle, notamment aux caisses des grandes surfaces, où se vendent également des produits non essentiels, va automatiquement générer une situation de nature à encourager la propagation de l'épidémie, là où il faut au contraire tout mettre en œuvre pour la ralentir. Alors que, dans les petits commerces locaux, les flux de clients sont généralement régulés car, les boutiques n'acceptent que peu de clients à la fois, souvent pas plus de trois, les autres attendant dehors en privilégiant la distanciation. Dans les rayons des hypermarchés, les gens se frôlent, voire se touchent sans aucun respect des consignes sanitaires.

L'État affirme soutenir le commerce de proximité mais l'oblige à fermer. La liste des maires qui prennent des arrêtés, s'allonge très rapidement.

Des maires de toutes tendances, LR (Les Républicains), mais aussi socialistes, et même le maire de Perpignan, Louis Alliot (FN), montent ainsi au front. On n'a que l'embarras du choix pour les citer, car la liste commence à être conséquente : en vrac, on peut noter des communes de taille moyenne, telles Brive (Corrèze), Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), Aubusson (Creuse), Migennes, dans l'Yonne, mais aussi des plus petites communes, dans la Sarthe aussi, le Fresnay-sur-Sarthe (3.000 habitants) ou Decize (5.600 habitants, Nièvre). Plus près du Gers, la maire LR de Montauban a aussi pris position avec un arrêté visant à rouvrir les commerces dits "non-essentiels".

Les élus ont reçu le soutien de plusieurs parlementaires. Dans un courrier adressé au Premier ministre Jean Castex, les députés Stéphane Travert, Jean-Claude Leclabart, Eric Girardin, Bruno Questel, Jean-Jacques Bridey (LREM), Thierry Benoit et Sophie Auconie (UDI et Indépendants), demandent tout bonnement une réouverture de ces commerces, "dans le strict respect des gestes barrière et des mesures de distanciation" afin d'éviter cette distorsion de concurrence.

La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) a estimé vendredi que les commerces de proximité contraints de fermer durant le confinement étaient "en danger de mort" malgré les aides gouvernementales.

Des préfetures ont demandé la suspension de ces arrêtés, mais des maires ont annoncé porter l'affaire devant les tribunaux administratifs. Rien n'est joué.

Quelle position vont prendre les élus gersois ?



Photo Marc Le Saux